

# ACTION URGENTE

## EN ÉQUATEUR, LE GOUVERNEMENT S'APPRÊTE À FERMER UNE ONG

**L'organisation équatorienne Fundamedios risque d'être fermée par les autorités. Il semble qu'il s'agisse là d'une mesure visant à restreindre la liberté d'expression et d'association en Équateur et à interférer dans les activités légitimes des défenseurs des droits humains et des ONG. D'autres organisations risquent également d'être fermées.**

Le 8 septembre, le Secrétariat National de la Communication (Secretaria Nacional de Comunicación, Secom) a informé **Fundamedios**, une ONG équatorienne travaillant sur les problèmes de liberté d'expression dans le pays, qu'une procédure avait été lancée pour fermer l'organisation. D'après l'ordre de fermeture, Fundamedios aurait enfreint son propre règlement ainsi que le décret exécutif n° 16 qui prévoit une série de restrictions et de réglementations relatives aux ONG. L'organisation dispose de 10 jours pour se défendre et faire appel de la décision.

D'après l'ordre de fermeture, « Fundamedios a diffusé des messages, des notifications et des reportages aux connotations politiques indiscutables qui établissent clairement la position de l'organisation sociale, dont les attributions devraient se limiter à des activités de communication sociale et de journalisme ». Fundamedios nie s'être engagée sur le terrain des partis politiques et pense qu'il s'agit d'une mesure de représailles de la part de Secom pour le travail d'observation et d'information sur les menaces pesant sur la liberté d'expression et d'association en Équateur.

Selon l'ordre de fermeture, Fundamedios aurait enfreint l'article 26 du décret exécutif n° 16 au titre duquel « participer à des activités politiques réservées aux partis et mouvements politiques enregistrés auprès du Conseil électoral national, qui troublent la paix publique, s'ingèrent dans les politiques publiques ou menacent la sécurité interne ou externe de l'État » est un motif suffisant pour fermer une organisation.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :**

- appelez les autorités à veiller à ce que Fundamedios soit autorisée à mener ses activités légitimes sans interférence ;
- faites part de vos préoccupations concernant le décret exécutif n° 16 et engagez les autorités à le réexaminer et à veiller à ce qu'il soit conforme aux obligations internationales en matière de droits humains, notamment aux règles de procédure et aux recommandations de la résolution des Nations unies sur la protection des défenseurs des droits humains ;
- rappelez-leur que les États sont tenus de protéger les défenseurs des droits humains et de créer les conditions leur permettant de mener leurs activités légitimes sans restrictions injustes ni crainte de représailles, conformément à la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 23 OCTOBRE 2015 À :**

#### Président de l'Équateur

Rafael Correa Delgado

Presidente de la República

García Moreno N10-43 entre Chile y

Espejo, Quito, Pichincha, Équateur

Twitter : @MashiRafael

**Formule d'appel : Señor Presidente, /**

**Monsieur le Président,**

#### Ministre de la Justice

Dra. Ledy Zúñiga Rocha

Ministra de Justicia, Derechos humanos

y Cultos

Av. Colón entre Diego de Almagro y

Reina Victoria. Edif Torres de Almagro.

Quito, Équateur

**Formule d'appel : Señora Ministra, /**

**Madame la Ministre,**

#### **Copies à :**

Fundamedios

Iñaquito E2-32 y UNP, Edificio UNP,

Piso 4, Ofic. 403

Quito, Équateur

**Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays. (adresse/s à compléter) :**

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax number Email address Salutation

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## EN ÉQUATEUR, LE GOUVERNEMENT S'APPRÊTE À FERMER UNE ONG

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

En juin 2013, le président équatorien Rafael Correa Delgado a approuvé le Décret exécutif n° 16 qui accorde aux autorités de vastes pouvoirs en matière de contrôle et de dissolution des organisations non gouvernementales (ONG). Il n'établit pas de procédure de fermeture des organisations respectueuse des garanties légales et ne comporte aucune disposition permettant aux ONG de se défendre ni de contester les charges retenues contre elles avant leur fermeture.

Quelques mois après l'adoption du décret, le 4 décembre 2013, Fundación Pachamama, une ONG équatorienne qui travaille sur les droits des peuples indigènes et les droits environnementaux a été fermée. Selon le mandat ordonnant la fermeture de l'organisation, Fundación Pachamama aurait enfreint le décret exécutif au titre duquel les actions suivantes peuvent représenter un motif de fermeture : « déviation des buts et objectifs que poursuit l'association » et « participation à des activités politiques réservées aux partis et mouvements politiques enregistrés auprès du Conseil électoral national, qui troublent la paix publique, s'ingèrent dans les politiques publiques ou menacent la sécurité interne ou externe de l'État » (pour plus d'informations, voir : *Équateur. La police équatorienne ferme une ONG*, <https://www.amnesty.org/fr/documents/AMR28/003/2013/fr/>).

Dans une résolution sur la protection des défenseurs des droits humains adoptée récemment, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a engagé les États à veiller à ce que la législation visant à garantir la sécurité publique et l'ordre public comporte des dispositions clairement énoncées conformes au droit international relatif aux droits humains, et à ce que cette législation ne soit pas utilisée pour entraver ou restreindre l'exercice d'un quelconque droit humain, y compris le droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, un droit essentiel pour la promotion et la protection des autres droits (A/HRC/RES/22/6).

Nom : Fundamedios (ONG)  
Hommes et femmes

AU 196/15, AMR 28/2433/2015, 11 septembre 2015